

# Nous, les anti-industriels

La foi en la croissance économique illimitée comme solution aux maux de la société est inhérente au régime capitaliste, mais ce n'est que depuis les années cinquante du siècle précédent qu'elle est devenue, sous le nom de développement, une politique d'État. Dès lors, la raison d'État devint essentiellement raison de marché. Pour la première fois, la survie des structures de pouvoir étatiques ne dépendait pas des guerres, fussent-elles « froides », mais d'économies, « chaudes » de préférence. La liberté, toujours associée au droit civil, s'exprimait toujours plus dans le droit commercial. Être libre, dorénavant, cela voulait dire, exclusivement, pouvoir travailler, acheter et vendre en toute liberté, sans réglementations ni entraves. Par la suite, le degré de liberté des sociétés capitalistes tendit à être déterminé par le pourcentage de chômeurs et le niveau de la consommation, c'est-à-dire par le degré d'intégration des travailleurs. Et, corollairement, la contestation sociale la plus authentique se définit comme refus du travail et de la consommation, c'est-à-dire comme négation de l'économie autonomisée vis-à-vis de la collectivité, comme critique anti-industrielle.

Rapidement, le développement s'est mué en une menace, non seulement pour le milieu ambiant et le territoire, mais en outre pour la vie des personnes, dès lors ramenée aux impératifs du travail et de la consommation. L'altération des cycles géochimiques, l'empoisonnement de l'environnement, la dissolution des écosystèmes et l'épuisement des ressources mettent littéralement en danger la survie de l'espèce humaine. La relation entre la société urbaine et l'environnement suburbain devient toujours plus critique, car l'urbanisation généralisée du monde emporte sa banalisation destructrice non moins généralisée : uniformisation du territoire à travers son accès facilité ; destruction de la terre par la contamination et le bitume ; effondrement de ses habitants par l'immersion dans un nouveau milieu artificialisé, sale et hostile. Le développement, dans son appétit de valoriser le territoire et la vie, ne pouvait qu'entraîner la dégradation du milieu naturel et la décomposition sociale, mais, à partir du moment où toute forme de croissance devint fondamentalement une forme de destruction, la destruction tendit elle-même à devenir un facteur économique nouveau et se convertit en condition *sine qua non*. Le développement rencontra ses limites dans le pic de la production de pétrole, le réchauffement global, le cancer et la production de déchets. Les forces productives autonomes étaient principalement des forces destructrices, ce qui rendit problématique et dangereuse toute fuite en avant. Mais la solution au problème, dans la logique capitaliste, résidait dans ce même péril. Grâce à lui, on put convertir en valeur d'échange les éléments naturels gratuits comme le soleil, le climat, l'eau, l'air, le paysage... Ou les symptômes de décomposition sociale comme l'isolement, l'agressivité, les vols, la marginalisation... Le risque et la névrose se muèrent en capital. Les critiques écologiques et sociologiques fournirent des idées et des arguments aux dirigeants du monde. Ainsi, la nouvelle classe dominante liée à l'économie globalisée a cru trouver la solution dans le syndicalisme de concertation, la convivialité marchandisée, la technologie policière, le consumérisme « critique », le recyclage et l'industrie verte ; en résumé, dans le développement « soutenable » et son complément politique, la démocratie « participative ».

La croissance économique, à partir des années soixante-dix, ne put se maintenir plus longtemps par le recours à la main d'œuvre et en vint à dépendre du développement technique. La technologie se transforma en la principale force productive, supprimant les contradictions qui jaillissaient de la prépondérance de la force de travail. Plus avant, les ouvriers cessaient de constituer l'élément principal du procès de production, et par conséquent, perdaient de leur intérêt comme facteur stratégique de la lutte sociale. Si les conflits du travail n'avaient jamais interrogé la nature aliénante de celui-ci, ni l'objet ou les conséquences de la production, étant entendu que les luttes ouvrières se mouvaient en permanence dans l'orbite du capital, encore moins questionneraient-ils maintenant le nœud du problème, à savoir la machine, se condamnant par là à l'inefficacité la plus absolue dans le cours des luttes pour la liberté et l'émancipation. Les idéologies ouvriéristes étaient progressistes ; elles considéraient le travail comme une activité moralement neutre et affichaient une confiance aveugle dans la science et la technique, auxquelles elles assignaient un rôle de pilier du progrès une fois que les moyens de production seraient tombés dans les mains du prolétariat. Elles critiquaient la domination bourgeoise sur le fait de ne pas être en mesure de développer à fond ses capacités productives, c'est-à-dire de ne pas être suffisamment en faveur du développement. Elles démontrèrent leur égarement sur ce point : le capitalisme, au lieu d'inhiber les forces productives, les développe au contraire au maximum. La société pleinement bourgeoise est une société d'abondance. Et c'est précisément cette abondance, produit de ce développement, qui a détruit la société. Au pôle opposé, les anti-industriels, répugnant par définition à l'augmentation des forces productives, questionnent les moyens de production mêmes, vu que la production, dont la demande est déterminée par des besoins fictifs et des envies manipulées, est dans sa plus grande part inutile et préjudiciable. Loin de vouloir se les approprier, ils aspirent à les démanteler. Ils ne fondent pas leur cause sur l'autogestion de ce qui existe, mais sur le retour au local. Ils interrogent aussi l'abondance, en tant qu'elle est seulement abondance de marchandises. Et ils critiquent le concept ouvriériste de crise comme moment favorable aux forces révolutionnaires. Bien au contraire, le capitalisme a appris à s'installer dans la crise et à démontrer plus de capacité de manœuvre que ses ennemis supposés. L'histoire de ces dernières années nous enseigne que la crise, loin de faire émerger un sujet historique quelconque, n'a pas fait autre chose que propulser la contre-révolution.

La vision du futur prolétarien était la société convertie en usine, rien de bien différent de ce qui existe, dans laquelle la société entière est un hypermarché. La différence tient à ce que dans la période de domination réelle du capital les centres commerciaux ont remplacé les usines et, par là même, la consommation prime sur le travail. Pendant que les classes dangereuses se convertissaient en masses salariées dociles, objets passifs du capital, le capitalisme a approfondi sa domination, tout en relâchant les liens avec le monde du travail. À sa façon, le capitalisme moderne est aussi contre le travail. Dans la phase antérieure de domination formelle du capital, on travaillait pour consommer ; dans l'actuelle, il faut consommer sans cesse pour que le travail existe. La lutte contre le développement cherche à rompre ce cercle infernal, raison pour laquelle elle part de la négation tant du travail que de la consommation, ce qui la conduit à questionner l'existence de ces lieux qu'on appelle à tort des cités, où ces activités sont prépondérantes. Elle condamne ces agglomérats sans forme peuplés de masses solitaires au nom du principe oublié qui présida à leur fondation : l'agora. C'est la dialectique travail/consommation qui caractérise les villes en même temps comme entreprises, marchés et usines globaux. Ainsi, l'espace urbain a cessé d'être un lieu public pour la discussion, l'autogouvernement, le jeu ou la fête, et sa reconstruction se

conforme aux choix les plus spectaculaires et les plus en faveur du développement. La critique du développement est alors une critique de l'urbanisme ; la résistance à l'urbanisation est une défense par excellence du territoire.

La défense du territoire, qui se situe, après la disparition de l'agriculture traditionnelle, au cœur de la question sociale, est un combat contre sa transformation en marchandise, c'est-à-dire contre la constitution d'un marché du territoire. Le territoire est maintenant un facteur de développement fondamental, source inépuisable de sol pour la construction, promesse de gigantesques infrastructures, lieu pour l'installation de centrales de production d'énergie ou de gestion des déchets, espace idéal pour le tourisme et l'industrie de l'oisiveté... C'est une mine sans fond d'impôts et de postes de travail précaires, ce qu'il faut pour mettre d'accord les autorités régionales, les forces vives municipales et les écologistes néo-ruraux, pour lesquels la question du territoire est surtout un problème fiscal et de bassin d'emploi. La logique de la marchandise fragmente et colonise le territoire à partir des conurbations, en composant avec le tout un seul système métropolitain. Les luttes contre le développement disposent donc dans la défense du territoire d'une digue contre la vague urbanisatrice du capital. Elles tentent de faire reculer les frontières urbaines. Elles sont des luttes pour la récupération du collectivisme agraire et pour la désurbanisation. Mais elles sont aussi des luttes qui cherchent la rencontre et la communication entre les personnes, des luttes pour le rétablissement de la vie publique.

Pour que la critique anti-industrielle nourrisse les luttes sociales, il faut que surgisse une culture politique radicalement différente de celle qui prédomine aujourd'hui. C'est une culture du « non ». Non à tout impératif économique, non à toute décision de l'État. Il ne s'agit donc pas de participer au jeu politique actuel pour contribuer en aucune manière à l'administration du présent état de choses. Il s'agit bien mieux de reconstruire parmi les opprimés, en dehors de la politique mais au sein même du conflit, une communauté d'intérêts opposés à ce même état. Pour cela, la multiplicité d'intérêts locaux doit se condenser et se renforcer dans un intérêt général, afin de se concrétiser à travers un débat public en objectifs précis et en alternatives réelles. Une telle communauté doit être égalitaire et guidée par une volonté de vivre autrement. La politique contre le développement se fonde sur le principe de l'action directe et de la représentation collective, pour lequel il faut se garder de reproduire la séparation entre dirigeants et dirigés qui a cours dans la société existante. Dans ce retour au public, l'économie doit retourner au *domus*, redevenir ce qu'elle a été, une activité domestique. D'un côté, la communauté doit se garantir contre tout pouvoir séparé, en s'organisant sur un mode horizontal à travers des structures assembléistes, et en contrôlant le plus directement possible ses délégués et émissaires, de telle sorte qu'ils ne reconstituent pas des hiérarchies formelles ou informelles. De l'autre, elle doit rompre la soumission à la rationalité marchande et technologique. Elle ne pourra jamais dominer les conditions de sa reproduction inaltérée si elle agit autrement, à savoir si elle croit au marché et à la technologie, si elle reconnaît la moindre légitimité aux institutions du pouvoir dominant ou adopte ses modes de fonctionnement.

Pour récupérer et désactiver la rébellion sociale, en premier lieu celle de la jeunesse, contre les nouvelles conditions de la domination, celles qui obéissent au mécanisme de construction/destruction/reconstruction typique du développement, on met en branle une version dégradée de la lutte des classes, celle que l'on appelle les « mouvements sociaux », y compris ceux des plateformes. S'il est acquis qu'il ne s'agit pas de désirer un autre ordre social, le mythe du « citoyen » peut se substituer avantageusement à celui du prolétariat dans

les nouveaux schémas idéologiques. Le citoyennisme est le fils le plus légitime de l'ouvriérisme et du progressisme caducs. Il n'apparaît pas pour les enterrer, mais pour en revitaliser le cadavre. Au moment où il n'y a dialogue plus authentique que celui qui se noue entre les noyaux rebelles, celui-là est seul à prétendre dialoguer avec les pouvoirs, se poser en lieu de négociation. Mais la communauté des opprimés ne doit pas chercher à coexister pacifiquement avec la société qui opprime, car son existence ne trouve sa justification que dans la lutte contre elle. Une façon de vivre différente ne doit pas se fonder sur le dialogue et la négociation institutionnels avec la forme esclave précédente. Sa consolidation ne viendra donc ni d'une transaction, ni d'une crise économique quelconque, mais d'une sécession massive, d'une dissidence généralisée, d'une rupture drastique avec la politique et le marché. En d'autres termes, d'une révolution d'un nouveau type. Vu que le chemin contraire à la révolution conduit non seulement au malheur et à la soumission, mais en outre à l'extinction biologique de l'humanité, nous, les anti-industriels, nous déclarons en sa faveur.

La pensée contre le développement, ou anti-industrielle, ne représente pas une nouvelle mode, une critique purement négative de la pensée scientifique et des idéologies progressistes, ni un vulgaire primitivisme qui proposerait de retourner à un moment quelconque de l'Histoire ou de la préhistoire. Elle n'est pas non plus une simple dénonciation de la domestication du prolétariat et du despotisme du capital. Encore moins est-elle quelque chose mystificatrice comme une théorie unitaire de la société, chasse gardée de la dernière des avant-gardes ou du dernier des mouvements. Elle va plus loin que cela. Elle est le stade le plus avancé de la conscience sociale et historique. C'est une forme déterminée de conscience, de la généralisation de laquelle dépend le salut de l'époque.

Miquel Amorós

Manifeste du 7 mars 2010